



LE TOULOUSE FACT CHECKING

Une épicerie toulousaine EXPLOITÉE PAR UNE SECTE ?

COMMUNAUTÉ. Dans le quartier Saint Aubin, les riverains s'interrogent et la rumeur enfle. L'association Infos-sectes Midi-Pyrénées a lancé l'alerte : une épicerie du quartier serait liée à un mouvement sectaire.

Au 47 rue Riquet, quartier Saint-Aubin, une petite épicerie a ouvert ses portes il y a quelques mois. Baptisée Au cœur du grain, elle est spécialisée dans la restauration rapide et dans la vente de produits bio. Aux dires des clients, « le pain y est très bon, la déco est sympa ». « Les sandwiches aussi. Ils sont à base de produits frais et bio », témoignent France et Isabelle en sortant de l'échoppe. Pourtant, la petite boutique à l'allure inoffensive serait liée à un mouvement accusé de dérives sectaires.

Au cœur du grain est en réalité le second établissement de la SARL Le Petit Gersois, dont le siège social est situé au 25 rue Laganne, à Toulouse. D'après les informations du greffe du tribunal administratif, le gérant des deux entités est commun. Son nom, même s'il est connu, ne sera pas divulgué ici. Car, âgé d'une trentaine d'années, « il n'est qu'une victime parmi tant d'autres. Ce n'est qu'un prêtre-nom qui servira de bouclier aux véritables manipulateurs », estime Infos-Sectes Midi-Pyrénées. Par l'affichage du réseau de ce dernier sur le site societe.com, une nouvelle entreprise apparaît, Cappe. La même personne en aurait été dirigeante de juillet 2016 à mai 2018. Et le siège social est situé route de Haut-Béarn à Sus.

Sus, petit village des Pyrénées-Atlantiques dont le château, trônant à l'adresse communiquée par la société Cappe, héberge la communauté des 12 Tribus, ou Tabitha's Place. Pour la Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires (Miviludes), il s'agit « d'un mouvement religieux chrétien de type fondamentaliste et apocalyptique qui justifie toute la vie par une lecture strictement littérale de la Bible dont l'étude doit être quotidienne et la connaissance des textes parfaite en toutes circonstances. Ce mouvement est fondé sous forme de communautés appelées tribus », explique un rapport remis au Premier ministre en 2010. D'ailleurs, « ils sont également répertoriés sous le nom de Ruben and Brothers ou encore



de l'Ordre Apostolique », confirme Infos-Sectes Midi-Pyrénées. Cette dernière dénomination figure sur la liste du rapport parlementaire n°2468 daté du 22 décembre 1995 des "mouvements sectaires de 50 à 500 adeptes". « Ils seraient 100 à 150 à Sus, dont 50 à 60 enfants », selon l'association régionale de lutte contre les mouvements sectaires.

Des enfants qui, justement, seraient au centre de démêlés judiciaires concernant des membres des 12 Tribus. En 2001, douze ans de réclusion ont été prononcés à l'encontre des parents d'un bébé de 19 mois, décédé suite à la privation d'aliments et de soins. En 2002, 19 membres ont été condamnés pour soustraction aux obligations légales des parents (refus de scolarisation et de vaccination). Et en 2015, quatre enfants d'une même fratrie ont été placés après l'ouverture d'une information judiciaire pour mauvais traitements. Infos-Sectes lance aujourd'hui une alerte pour dénoncer les maltraitances dont pourraient être victimes les enfants vivant dans cette communauté, exploitante de l'épicerie Au cœur du grain.

Séverine Sarlat

LE JOURNAL TOULOUSAIN



MÉDIA DE SOLUTIONS

COMPRENDRE, S'INSPIRER, AGIR 1€

Et maintenant... p.10
LES PREMIÈRES PISTES
POUR UN REVENU
DE BASE

Politique p.12
LREM EN SOUTIEN
DE JEAN-LUC
MOUDENC ?

Le sport pousse LES DISCRIMINATIONS EN TOUCHE

L'hebdo de terrain(s)



© Hélène Ressayres / JT

JEUDI 14 > 20 JUIN 2018 • N° 793

R 29141 - 0793 - F 1,00€



C'EST L'HISTOIRE D'UNE RUGBYWOMAN...

... à qui l'on a retiré les crampons



J'avais sept ans lorsque j'ai commencé le rugby. Depuis toute petite, j'ai baigné dans ce milieu. Mon père, mes frères et mes oncles se sont tous adonnés à ce même sport et les femmes de la famille étaient de ferventes supportrices. C'est donc logiquement que je m'y suis intéressée, puis que j'ai voulu y jouer. Mais quand mes parents, qui tenaient absolument à ce que chacun de leurs enfants pratique un sport, m'ont demandé ce que je souhaitais faire, leur surprise a été aussi grande que mon envie de chausser les crampons: "Mais tu ne peux pas, tu es une fille!" m'ont-ils rétorqué.

À cette époque, je ne m'étais même pas posée la question de savoir si ce sport m'était ouvert. J'ai répondu spontanément. D'ailleurs, je ne comprenais pas pourquoi mon genre pouvait être un problème. J'aimais le rugby, je voulais y jouer, point barre ! Pourtant, lorsque nous avons cherché une école de rugby ayant une équipe féminine à proximité de notre domicile, j'ai pris conscience que cela serait difficile. Je me suis alors mise en quête d'un club admettant les filles, mixte donc. J'ai eu du mal, mais j'en ai trouvé un qui a accepté de me licencier. Et pendant des années, je me suis éclatée !

Si les premiers temps, j'ai été la cible de nombreuses réflexions de mes coéquipiers, je leur ai rapidement prouvé que je méritais ma place et j'ai gagné, petit à petit, leur respect. Au point que, quand les équipes adverses me chabraient, ils avaient toujours des arguments pour les faire taire. De mon côté, je n'y prêtais pas attention, voire je m'en servais contre eux. Ceux qui hésitaient à me plaquer parce que j'étais une fille... Moi, je ne les ratais pas !

Mais à 14 ans, tout s'est arrêté. Les filles ne sont plus autorisées à jouer avec les garçons à partir de la catégorie cadet, pour des raisons de sécurité. Les différences de poids et de musculature se font alors trop importantes. Et je n'ai pas trouvé d'équipe féminine dans d'autres clubs aux alentours. À l'époque, les joueuses de rugby n'étaient pas nombreuses. Encore maintenant, seules les grandes structures peuvent constituer des formations féminines. Et j'ai dû raccrocher mes crampons.

J'ai finalement opté pour le handball mais j'ai été longtemps frustrée d'avoir abandonné le ballon ovale simplement parce que j'étais une fille.

Cynthia, 33 ans





RENAULT
La vie, avec passion

PORTES OUVERTES INTERSIDÉRALES CE WEEK-END⁽¹⁾

Renault TWINGO

À PARTIR DE

7 990 €⁽²⁾

Ecoprime Renault de 800 € déduite.
Prime à la conversion gouvernementale de 1 000 € déduite.

OU À PARTIR DE

99 €/MOIS⁽³⁾

LLD 49 mois. 1^{er} loyer de 1 500 € versé par le client.
Sans condition de reprise.

EASY PACK

4 ans d'entretien avec pièces d'usure, de garantie et d'assistance 24h/24
inclus pour 1 €/mois⁽⁴⁾



Radio Connect R&Go⁽⁷⁾
Climatisation⁽⁷⁾
Enjoliveurs bi-tons noirs⁽⁷⁾

MODÈLE PRÉSENTÉ : RENAULT TWINGO LIMITED SCe 70 AVEC OPTION À 104 €/MOIS⁽⁵⁾, 1^{ER} LOYER DE 1 500 € VERSÉ PAR LE CLIENT OU À 9 520 € AVEC LA PRIME À LA CONVERSION GOUVERNEMENTALE DE 1 000 € ET L'ECOPRIME RENAULT DE 800 € DÉDUITES⁽⁶⁾.

N°1 SAV 2018
Automobile

(1) OUVERTURE EXCEPTIONNELLE DIMANCHE 17 JUIN selon autorisation. (2) Prix conseillé pour Renault TWINGO Life SCe 70; déduction faite de 1 610 € de remise (selon tarif en vigueur au 01/06/2018). (3) Prix conseillé pour Renault TWINGO Série Limitée LIMITED SCe 70 avec option peinture opaque spéciale, déduction faite de 1 610 € de remise (selon tarif en vigueur au 01/06/2018). (4) Déductions faites de 800 € d'Ecoprime Renault et de 1 000 € de prime à la conversion gouvernementale pour la mise au rebut de votre véhicule particulier ou camionnette Diesel immatriculé pour la première fois avant 2001 ou Essence immatriculé avant 1997. Voir conditions en points de vente et sur renault.fr. (5) Exemple pour Renault TWINGO Série Limitée LIMITED SCe 70. (6) Location Longue Durée sur 49 mois et 40 000 km maximum. En fin de contrat, restitution du véhicule chez votre concessionnaire avec paiement des frais de remise à l'état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par DIAC, SA au capital de 560 956 000 € - Siège social : 14 avenue du Pavé-Neuf 93160 Noisy-le-Grand - SIREN 702 002 221 RCS Bobigny. (7) Pack Intégral Renault constitué de l'entretien, des prestations d'usure (hors pneumatiques), de l'extension de garantie constructeur et de l'assistance selon conditions contractuelles sur 49 mois et 40 000 km (au 1^{er} des 2 termes atteint) à 1 €/mois inclus dans le loyer. Voir détail de l'offre Pack Intégral en points de vente et sur renault.fr. Offres non cumulables, réservées aux particuliers valables dans le réseau Renault participant pour toute commande d'une Renault TWINGO neuve du 01/06/2018 au 30/06/2018. (7) Équipements non inclus dans le tarif « À partir de » affiché, de série sur modèle présenté. **Gamme Renault TWINGO : consommations mixtes min/max (l/100 km) : 4,8/5,6. Emissions CO₂ min/max (g/km) : 110/126. Consommations et émissions homologuées selon réglementation applicable. Easy Pack : Pack tout inclus.**

Renault recommande    renault.fr

3 COMPRENDRE

TRANSFORMATION. Peut-être en avez-vous entendu parler ? L'un des plus grands événements sportifs internationaux, la Coupe du monde de football, serait sur le point de commencer. L'occasion, entre bières et pizzas, de s'interroger sur la place du sport dans la société. Le premier est certes le simple reflet de la seconde, soumis aux mêmes discriminations qui sévissent dans toutes les domaines. Mais il est aussi un formidable terrain pour les combattre. Coup de projecteur sur les initiatives qui ne laissent personne au vestiaire.



Jt

LE SPORT

les discriminations

Des cris de singes depuis les tribunes à l'encontre des joueurs de football Paul Pogba et Ousmane Dembélé. C'est le triste spectacle observé lors du match amical opposant la Russie et la France en mars dernier, à Saint-Petersbourg. Sport le plus médiatisé, le football est régulièrement pris en exemple pour illustrer le racisme. Mais la discrimination raciale n'est pas la seule recensée : les distinctions sur critères de sexe, de milieu social, de handicap ou d'orientation sexuelle sont notamment relevées. Phénomène que l'on retrouve dans tous les sports et à tous les niveaux. Jacques Toubon, Défenseur des droits, dans un avis du 19 septembre 2017, fait état d'une « persistance des stéréotypes de genre. L'homophobie dans le sport, au même titre que le sexisme, reste récurrente et banalisée », indique-t-il. Le Paris Foot Gay a d'ailleurs commandé une étude sur 363 joueurs de football, tous niveaux confondus : 41% des pros et 50% des joueurs de centres de formation ont exprimé une opinion hostile à l'homosexualité. C'est même tabou pour 74 % des jeunes sportifs. « Cela explique largement l'absence de

visibilité des personnes LGBT dans le sport. Rares sont les grandes figures qui osent faire leur coming-out de peur

« L'homophobie dans le sport, au même titre que le sexisme, reste un phénomène récurrent et banalisé »

d'être exclu-e-s ou privé-e-s de sponsors », analyse Jacques Toubon.

En ce qui concerne la place des femmes dans le sport, c'est au niveau du choix des disciplines (voir infographie), des lieux et de l'intensité de la pratique ou encore de l'engagement dans les compétitions que les inégalités se lisent. Plus le niveau augmente, plus la présence des femmes diminue. Si 87% d'entre elles pratiquent une activité physique, elles

ne représentent plus que 37,7% des licenciés professionnels en 2016, selon le ministère des Sports.

Cette inégalité des pratiques se retrouve lorsque l'on observe le critère des origines. Comme en témoigne le sociologue Philippe Coulangeon, « les activités sportives sont celles pour lesquelles les écarts d'attitude associés à l'origine sont les plus prononcés ». Il constate une sous-représentation des personnes dites extraeuropéennes dans certaines disciplines comme le tennis, le golf ou le ski, tandis qu'elles ont surinvesti des sports plus populaires comme le foot qui peut se pratiquer hors institution. Et « les règlements de certaines fédérations qui continuent de comporter des quotas de joueurs fondés sur la nationalité » comme l'a re-



© Senteri Viinamäki

POUSSE en touche

marqué le Défenseur des droits, n'arrange rien à l'affaire.

Quant aux personnes handicapées, le manque de formation des encadrants ou de sécurité limite leur pratique du sport. Toutefois, comptant 28 disciplines adaptées, la Fédération française handisport dénombrait plus de 56 000 licenciés en 2015, contre 25 000 en 2002.

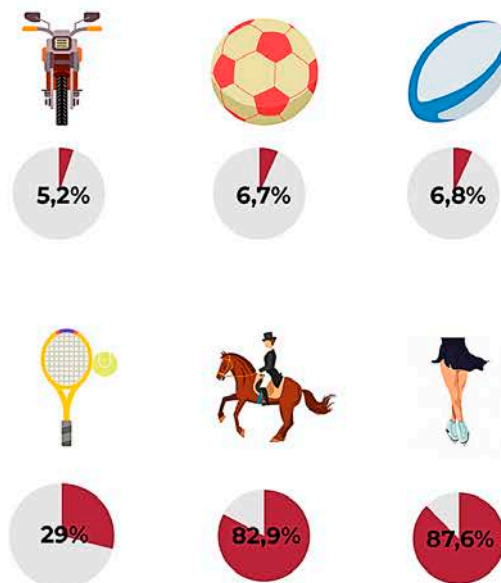
Parce que "Parfois, l'égalité est une victoire" comme l'avance la dernière campagne lancée par le ministère des Sports en mars 2018, il est temps que le sport fasse valoir ses valeurs. D'autant que la France va accueillir successivement les Gay Games, l'Euro féminin de handball, les Coupes du monde féminines de football et de rugby et, bien sûr, les Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024.

« Les règlements de certaines fédérations continuent de comporter des quotas de joueurs fondés sur la nationalité »

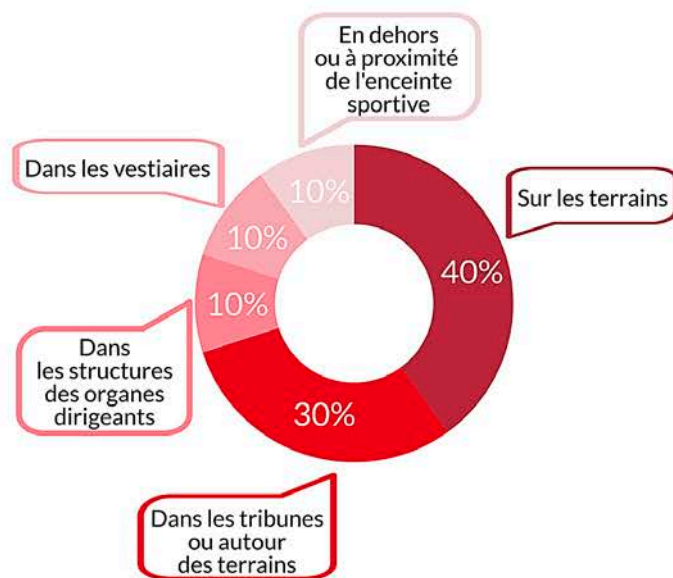
Séverine Sarrat ✍

La part de licenciées dans chaque sport

En 2016



Racisme : tous les lieux associés à l'espace sportif sont concernés



Jt

Les infrastructures sportives, lieux les moins faciles d'accès

14%

des personnes handicapées citent les infrastructures sportives comme des lieux facilement accessibles

Bien loin des commerces (36%) ou des lieux administratifs (33%) qui ne font pas non plus l'unanimité quant à leur accessibilité

L'ULTIMATE, un sport qui ne fait pas genre

OVNI. Pensé dans les années 1960 comme le jeu ultime, celui qui redorerait le blason vertueux du sport, l'ultimate est encore aujourd'hui une des rares disciplines collectives mixtes. Elle séduit de plus en plus par ses valeurs de respect. Reportage au sein du club du TUC Ultimate Toulouse, où le frisbee vole de mains en mains sans distinction de sexe.

Jt



A quelques minutes du début de l'entraînement, Albin, allongé dans l'herbe, s'étonne à peine d'être seul au bord du terrain. Dans le cadre enchanteur du Creps avec son magnifique château, rien n'invite à l'urgence. D'ailleurs, les premiers coéquipiers s'approchent au compte-goutte. Ils et elles s'empressent de sortir leurs disques volants et se font des passes par deux. La précision des lancers et la variété des techniques évacuent rapidement les souvenirs de plage. Revers, coups droits, effets verticaux ou horizontaux... À peine arrivé, le coach Gaël Peyrical décrypte les bases de l'ultimate. Un véritable sport créé dans les années 1960 par des étudiants américains suite à l'invention en 1948 du frisbee, lui-même inspiré d'une pratique en vogue qui consistait à se lancer des moules à tarte.

Gaël Peyrical est un des pionniers de la discipline en France. Avant de s'installer à Toulouse, ce Breton d'origine a entraîné pendant huit ans l'équipe de France. « Quand j'ai commencé à jouer, il y a 25 ans, nous étions 300 licenciés et l'ambiance était vraiment post-hippie. Aujourd'hui, nous en sommes presque à 6 000, mais l'état d'esprit initial est toujours au cœur du jeu », souligne-t-il. Souhaitant renouer avec les valeurs originelles de l'olympisme, les inventeurs de l'ultimate l'ont en effet conçu de manière à ce que ses règles garantissent la bonne conduite. « Même dans les plus grandes compétitions, il n'y a pas d'arbitre, de manière à responsabiliser les joueurs. À la fin du match, nous faisons un cercle

avec l'équipe adverse pour debriefer ensemble et il y a aussi un système de notes sur des critères de comportement qui donne lieu à un classement parallèle », détaille Gaëtane Avril, joueuse et vice-présidente du TUC.

Au premier rang de ces valeurs, figure la mixité. Même si l'ultimate se décline en plusieurs compétitions – masculine, féminine ou open (pas de limite) – le mixte est

la discipline phare du jeu. « Sur les sept joueurs présents sur le terrain, il y a obligatoirement trois filles et trois garçons. À tour de rôle, une des deux équipes choisit de rajouter une joueuse ou un

joueur », explique Fabien Mourier, le tout jeune président. Sur ses 120 licenciés, le TUC compte un peu plus d'un tiers de femmes. Une proportion parfaitement respectée sur le terrain du Creps ou une quarantaine de personnes a fini

par se rassembler pour l'échauffement. Après la partie musculaire, les rires laissent vite place à l'effort. En ligne, les joueurs effectuent une série d'accélération avant l'opposition du soir. « Ce week-end, c'est l'équipe féminine qui joue alors on va faire un match filles contre garçons pour les préparer », lance Fabien Mourier. Pas de quoi constater les effets de la mixité dans le jeu, donc. Mais le début de la rencontre confirme que le sport, par les compétences qu'il sollicite, nivelle les différences physiques.

Après un cri de louve collectif, les filles attaquent bille en tête et marquent rapidement un point sur une superbe glissade de Sarah pour attraper le disque dans l'en-but. Cette prof d'EPS a découvert l'ultimate en région parisienne, où elle enseignait la discipline à des élèves qui la passaient au Baccalauréat. Elle s'est lancée à son tour pour une première expérience de sport collectif : « En ultimate, un joueur n'a pas le droit d'avancer avec le disque, il y a moins de différences individuelles que dans

« Ici, on ne m'a jamais fait me sentir plus faible qu'un autre »



© Franck AIX / JT

LA TÊTE D'AMPOULE

LA LOI contre les racistes

VASE CLOS. Le sport n'échappe pas à la justice. Julian Jappert, professeur de droit et fondateur du groupe de réflexion Sport et Citoyenneté, rappelle qu'en matière de discrimination raciale, il existe un large arsenal juridique. Reste à s'en servir.

Avant de s'attaquer aux actes à caractère raciste dans le sport, il convient d'en mesurer l'importance. S'ils nous semblent terriblement fréquents, c'est aussi qu'ils sont surmédiatisés: «Aujourd'hui, un tiers de l'information que nous consommons, tous supports confondus, est sportive. En réalité, il n'y a pas plus de haine sur un terrain qu'ailleurs», fait remarquer Julian Jappert, fondateur du groupe de réflexion Sport et Citoyenneté, qui analyse les politiques et l'impact sociétal du sport à l'échelle européenne. Il prend pour exemple les données collectées par l'Observatoire des comportements de la Fédération française de football, qui recense les dérapages survenus chaque week-end parmi les milliers de rencontres disputées dans l'Hexagone au niveau amateur, et d'après lesquels seulement 74 incidents à caractère raciste ont été signalés l'an dernier. Il n'empêche, leur impact peut-être dévastateur, «en particulier sur les plus jeunes, qui idolâtrèrent les sportifs», selon l'expert.

Dans son dernier ouvrage, Julian Jappert explique que l'on sous-estime le pouvoir et les effets du sport sur la société. Certains s'autorisent ainsi à aller trop loin, comme si le terrain était un lieu de non-droit: «Des comportements racistes n'y sont pas sanctionnés alors qu'ils le seraient ailleurs. Le monde du sport a l'habitude de s'autoréguler. Et en suivant ses propres règles, il lui arrive de fermer les yeux sur certains agissements», constate le professeur de droit, qui souhaite donc voir ces derniers portés systématiquement devant des juridictions de droit commun. Atterré par les banderoles à caractère raciste qui ont récemment visé Mario Balotelli, l'attaquant italien de l'OGC Nice - «Mais pourquoi personne n'a-t-il porté plainte?» - Julian Jappert rappelle la nécessité de faire connaître l'important arsenal juridique qui existe en matière de discrimination raciale. Il croit aussi beaucoup à la prévention et à l'éducation, notamment dans les centres de formation: «Pendant longtemps, on y enseignait uniquement le sport. Aujourd'hui, on y apprend également l'acceptation de l'autre et l'ouverture multiculturelle.»

En Europe, la plupart des sportifs de haut niveau disposent en effet de modules de formation spécifiques sur l'explication de faits de société ou la prévention de comportements déviants. Le lobbyiste veut aller plus loin et multiplier les actions à tous les niveaux, professionnels comme amateurs: «Et si ces initiatives étaient financées par un prélèvement sur l'énorme manne économique du football?», propose-t-il...

Philippe Salvador ✍

d'autres sports. C'est un jeu de passes, on est forcé de faire confiance à tous ses partenaires et ici, on ne m'a jamais fait me sentir plus faible qu'un autre. D'ailleurs en mixte, il arrive souvent que des points soient marqués par des filles», raconte Sarah.

Après avoir longtemps mené 2-1, la formation féminine perd du terrain malgré une impressionnante interception aérienne de Marie-Prune qui galvanise ses coéquipières.

« La mixité
tire tout le monde
vers le haut »

« Il ne faut pas nier qu'en général les garçons courent plus vite et sautent plus haut. Mais sur le terrain, il est rare que l'on soit en

confrontation directe. C'est un sport où il n'y a pas de contact, cela enlève une grosse barrière pour les filles», témoigne Gaëtane Avril. Ce soir, ces dernières n'hésitent en tout cas pas à coller leurs adversaires pour gêner la circulation du disque. Si elles finissent par s'incliner, l'enthousiasme est loin d'être atteint, sous l'œil réjoui du coach: «La mixité est dans l'ADN de ce sport. Il nous arrive de rencontrer des équipes qui ne misent pas sur leurs joueuses mais c'est une stratégie rarement payante. La mixité tire tout le monde vers le haut, ça rend les filles un peu plus dures et les mecs un peu moins cons, c'est beau.»

Nicolas Mathé ✍

JULIAN JAPPERT

> Enseignant de droit du sport dans les universités Panthéon-Sorbonne et d'Aix-Marseille. Il a fondé en 2007 le groupe de réflexion européen Sport et Citoyenneté, qui analyse les politiques sportives et l'étude de l'impact sociétal du sport. Il vient de publier avec Marie-Cécile Naves "Le pouvoir du sport", aux éditions FYP.



Jt



RUGBY pour tous

Pour beaucoup, Toulouse rime avec rugby. Pourtant, la pratique du ballon ovale n'a jamais réellement conquis l'ensemble de la ville. Pour les enfants des quartiers populaires notamment, l'accès à la discipline est rendu difficile par le manque de clubs à proximité. C'est à partir de ce constat que l'association Rebonds a été créée en 2004 par deux anciens rugbymen professionnels. «Il n'existait aucun projet pour amener le rugby vers ces jeunes, les clubs étaient déjà pleins et n'avaient donc pas besoin de mettre en place des actions de développement», raconte Jules Sire, le directeur de l'association. Pour remédier à cela, Rebonds a élaboré un projet basé sur la multiplication de cycles d'initiations à destination des quartiers prioritaires, en milieu scolaire et dans les structures sociales ou d'éducation spéciali-



sée. «Cela nous permet de repérer les jeunes les plus fragiles et de les orienter vers des clubs, s'ils sont intéressés», explique Jules Sire. L'association se charge de lever les freins à la pratique (transport, administratif, finances...) et met en place un véritable accompagnement sur le long terme. En 2017, plus de 120 jeunes ayant intégré un club étaient ainsi suivis individuellement. «Au-delà des prétendues valeurs, le rugby est un des rares sports collectifs de combat, c'est un outil pertinent. Et un espace de socialisation qui permet aux jeunes d'assimiler d'autres codes que ceux de leur quartier. Notre préoccupation première est l'épanouissement des enfants et, de fait, le projet apporte un peu de diversité dans le rugby», analyse le directeur de Rebonds.

Nicolas Mathé ✍

Jt



Du rugby GAY FRIENDLY

Depuis 2006, l'association Tou'Win, qui lutte contre l'homophobie dans le sport, intègre dans son équipe de rugby à XV des joueurs de tous niveaux, homosexuels et hétérosexuels. L'objectif est de prouver que l'orientation sexuelle d'une personne n'empêche en rien la pratique de ce sport. Seules les qualités techniques et physiques sont de rigueur. Dernièrement, Tou'Win s'est fixé un autre but : faire adhérer le plus de clubs possible à une charte contre l'homophobie dans le sport, lancée en 2010 par Rama Yade, alors secrétaire d'État aux Sports. Plusieurs grosses écuries locales, tels que les volleyeurs des Spacers, les basketteurs du TBC ou les footballeurs du TFC, ont déjà approuvé et signé le document.

touwin.com



Le foot AU FÉMININ

Dans le cadre du Tournoi international Ladies Cup (TILC), un évènement footballistique qui défend l'égalité femmes-hommes dans le sport, l'association toulousaine Sport Incub mène en parallèle, de février à août, le TILC Kids Cup. Ce projet socio-éducatif consiste à agir auprès des jeunes issus de quartiers prioritaires de Toulouse. Par des ateliers de sensibilisations aux questions d'égalité femmes-hommes et à la lutte contre les stéréotypes, l'association tente de rassembler filles et garçons. L'enjeu est de provoquer un dialogue et un raisonnement sur ces sujets.

En 2018, plus de 400 enfants ont bénéficié de ces interventions. En récompense de leur investissement, tous sont invités au TILC, du 10 au 12 août prochain, au stade Ernest-Wallon.

international-ladies-cup.fr





VOUS ALLEZ EN ENTENDRE PARLER

L'ÉQUITATION sans condition

Si le monde du cheval est largement ouvert à celui du handicap, il n'en est pas de même pour les compétitions équestres, saut d'obstacles, dressage ou attelage: «Il y a une véritable discrimination des personnes handicapées qui n'ont pas accès à toutes les compétitions», regrette Nicolas Français, cavalier, juge et président de concours d'équitation depuis une vingtaine d'années.

Basée à Plaisance-du-Touch, l'Association ParA Cheval (Apac), qu'il vient de créer, se fait la porte-parole des personnes handicapées auprès des instances nationales, comme lors de la dernière réunion au siège de la Fédération française d'équitation à Lamotte-Beuvron, en mars dernier: «Nous avons dû batailler pour qu'ils acceptent les aveugles et les autistes dans les compétitions pour handicapés, comme le prévoit le règlement.» L'association plaide également

pour qu'il y ait au moins une épreuve d'attelage paraéquestre en France: «Aujourd'hui, les champions tricolores de la discipline sont obligés de se préparer dans des concours pour valides!»

Mais c'est sur les lieux de compétition eux-mêmes qu'il y a le plus à faire, car ceux-ci manquent cruellement d'équipements adaptés, principal frein à l'organisation de concours pour handicapés. Ainsi, Apac a ouvert une cagnotte en ligne pour acheter un panneau d'affichage lisible à 100 mètres, afin que les sourds visualisent le compte à rebours du départ de la course. L'argent doit aussi financer un système de poulies qui permettra à un handicapé moteur de monter en selle. Un Fablab devrait enfin livrer à l'association une imprimante en braille pour que les cavaliers aveugles prennent connaissance des listes de départ et de résultat. «Nous mettrons ce matériel à disposition des organisateurs de compétitions partout en Occitanie, afin que les personnes handicapées puissent concourir à proximité de chez eux», annonce Nicolas Français.

Philippe Salvador ✍



Jt

PORTES OUVERTES
DU 15 AU 18 JUIN*

NOUVEAU SUV CITROËN C3 AIRCROSS

PLUS SPACIEUX, PLUS MODULABLE



À PARTIR DE
159€
/MOIS⁽¹⁾

SANS CONDITION
LLD 36 MOIS/30 000 KM
APRÈS UN 1^{ER} LOYER DE 2 200 €
**ENTRETIEN
GARANTIE
3 ANS**

LES JOURS C MAINTENANT

**INSPIRED
BY YOU**

CITROËN préfère TOTAL. Modèle présenté : Nouveau Citroën C3 Aircross PureTech 110 S&S BVM Shine avec options Toit ouvrant vitré panoramique, Peinture métallisée, Toit Ink Black et Pack Color Orange (283 €/mois après un 1^{er} loyer de 2 200 € selon les conditions de l'offre détaillée ci-après). (1) Exemple pour la Location Longue Durée sur 36 mois et 30 000 km d'un Nouveau Citroën C3 Aircross PureTech 82 BVM Live neuf, hors option ; soit un 1^{er} loyer de 2 200 € puis 35 loyers de 159 € incluant l'assistance, l'extension de garantie et l'entretien au prix de 21 €/mois pour 36 mois et 30 000 km (au 1^{er} des deux termes échu). Montants exprimés TTC et hors prestations facultatives. Offre non cumulable, valable jusqu'au 30/06/18, réservée aux particuliers, dans le réseau Citroën participant et sous réserve d'acceptation du dossier par CREDIPAR/PSA Finance France, locataire gérant de CLV, SA au capital de 138 517 008 €, RCS Nanterre n° 317 425 981, 9 rue Henri Barbusse CS 20061 92623 Gennevilliers Cedex. *Selon autorisation préfectorale.

CONSUMMATIONS MIXTES ET ÉMISSIONS DE CO₂ DE NOUVEAU CITROËN C3 AIRCROSS (SOUS RÉSERVE D'HOMOLOGATION) : DE 4,0 À 5,7 L/100 KM ET DE 105 À 131 G/KM.

avis clients
★★★★★
CITROËN ADVISOR
citroen.fr

GRAND ANGLE

L'AVENIR ÉLECTRIQUE de la livraison

BRANCHÉ. Pour mettre un peu d'air dans le flot de livraisons qui engendrent pollution et embouteillages en centre-ville, les acteurs du secteur optent pour un dispositif mêlant véhicules électriques et mutualisation. Plusieurs projets innovants devraient voir le jour dans les années à venir.

Chaque jour, 14 000 livraisons ont lieu dans le centre-ville de Toulouse, à destination des commerces ou des particuliers. Entre l'urbanisation croissante et le développement de l'e-commerce, cette valse incessante est devenue un enjeu majeur. Entraînant les problèmes de congestion du trafic et de pollution qui ont par exemple conduit l'ancienne municipalité de Toulouse à élaborer, en 2012, une charte des livraisons en centre-ville. Cette dernière repose sur un système d'accréditation offrant notamment des possibilités de livraison élargie aux véhicules électriques de 3 à 20 mètres cube.

Dans le sillage, de nombreux acteurs de la livraison ont misé sur le courant. Le groupe La Poste, bien sûr, avec ses 2 300 véhicules électriques en Occitanie tous services confondus (Hexapack, Chronopost, DPD...) mais aussi de plus petites sociétés comme Altern'mobil, via ses tricycles électriques et même son quadricycle pouvant contenir 2 mètres cube, ou la start-up Appli-colis.

Tous tentent de résoudre l'équation entre les considérations environnementales et le prix du «dernier kilomètre» de la chaîne de transport qui s'envole en raison de la pression foncière éloignant les entrepôts de stockage du centre-ville. Le modèle économique du secteur de la logistique est ainsi à repenser. Car si

les véhicules électriques peuvent réduire la pollution, leur usage et l'investissement qu'ils nécessitent restent complexes. C'est donc toute la chaîne qui se réorganise en misant sur la mutualisation des flux. La société Géodis a ainsi fait de Toulouse une des villes pilotes de son projet Distripolis, qui combine une base logistique urbaine écologique (Blue) proche du centre avec

« Cette nouvelle organisation permettra d'aller plus facilement vers des transports doux »



un camion électrique nouvelle génération. Un programme qui se heurte pour l'instant à la difficulté de trouver un espace adéquat. Plus ambitieux, le consortium Lumin', composé de La Poste, de la Caisse d'Épargne et de Semmaris (gestionnaire du marché de Rungis), travaille à la création d'une zone de logistique mutualisée à l'horizon 2020 dans la zone de Fondeyre, en face du Grand marché de Toulouse. « Cette plateforme de 19 000 m² abritera un centre qui permettra de regrouper les marchandises arrivant de l'extérieur de la ville et de mutualiser leur livraison avec des véhicules électriques ou à faible émission », affirme la direction de la communication de La Poste.

En parallèle, une filiale du groupe, la société Evol, appelée à devenir rapidement une entreprise privée indépendante, offrira de nombreux services de mutualisation. « Nous proposerons par exemple aux commerçants du marché Victor-Hugo de récupérer en une seule fois toutes les marchandises qu'ils auront achetées au Grand marché. Cela évitera beaucoup de trafic », assure Alain Baret, directeur général d'Evol Toulouse. L'homme est persuadé que cette dynamique favorisera encore plus l'émergence des véhicules électriques : « Beaucoup d'acteurs sont prêts à passer le cap et cette nouvelle organisation leur permettra d'aller plus facilement vers des transports doux. C'est le moment où jamais. »

Nicolas Mathé ✍

À LA LOUPE

Une journée pour réduire LA FRACTURE NUMÉRIQUE

MULOT. L'événement qui se déroulera le 16 juin prochain entend donner à ceux qui ne maîtrisent pas Internet et ses usages, des outils pour les aider. S'il met l'accent sur les seniors, très touchés par la fracture numérique, Numeric'days veut aussi aiguiller les jeunes générations à mieux utiliser le Web, notamment lors de leurs recherches d'emploi.

13 millions. C'est le nombre de Français qui ne seraient pas à l'aise avec Internet. Parmi eux, une large part de seniors. Selon un baromètre publié par le Centre de recherches pour l'étude et l'observation des conditions de vie (Credoc), 66% des personnes n'utilisant pas Internet sont âgés de plus de 65 ans. Un problème qui tend à s'intensifier vu l'usage toujours plus important du numérique dans les services administratifs ou bancaires. C'est notamment pour ce type de profil qu'a été créée Numeric'days. Organisé par plusieurs grandes sociétés (La Poste, Suez, Engie...) et par des collectifs numériques comme Les Reizoteuses,

association qui accompagne les femmes chefs d'entreprises, l'événement se donne pour ambition de réduire la fracture numérique. « Nous développons de plus en plus de services digitaux comme le paiement en ligne ou la gestion d'une facture d'eau. Ces avancées ne peuvent pas se faire si on laisse des gens sur le côté », souligne Maximilien Pelligrini, directeur général adjoint de Suez Eaux France. Au menu de cette première édition, des sessions d'information sur les bases du Web mais aussi deux pôles d'ateliers pratiques. L'un pour accompagner les seniors dans leurs démarches, l'autre pour aider les jeunes actifs demandeurs d'emploi. « Dans ce domaine, LinkedIn et Twitter sont les deux outils en plein essor », note Alexia Simonot, fondatrice des Reizoteuses. Un atelier nécessaire pour des jeunes friands de réseaux sociaux mais qui n'en mesurent pas toujours l'impact sur leur vie professionnelle.

Vanessa Vertus ✍



ET MAINTENANT ?

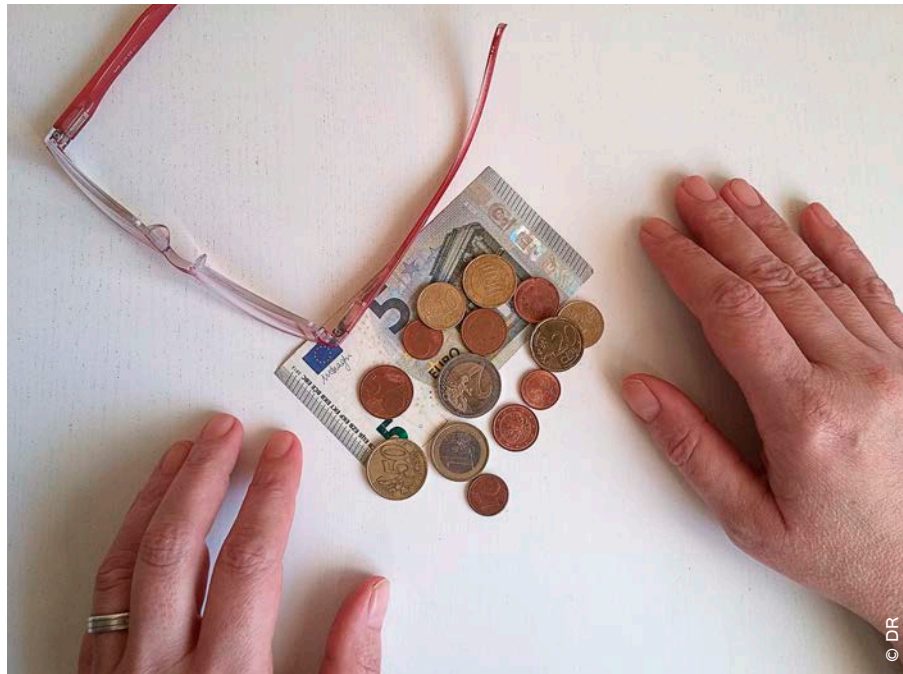
REVENU DE BASE : premiers scénarios pour une expérimentation

UTOPIE ? Treize départements, dont la Haute-Garonne, ont présenté les premiers résultats d'une enquête visant à expérimenter un revenu de base pour les plus défavorisés à partir de 2019. Explications.

Un revenu universel minimum et inconditionnel pour tous : l'idée fleurit depuis quelques années dans certains milieux économiques comme une solution face à la crise du plein emploi. Au point de trouver petit à petit une traduction politique, reprise durant la dernière campagne par le candidat PS Benoit Hamon. Aujourd'hui, 13 présidents socialistes de Départements veulent passer à la pratique. « Il ne s'agit pas d'un revenu universel mais d'un revenu de base, visant à fusionner le RSA et la prime d'activité, voire les allocations logement par exemple », précise Patrick Pignard, vice-président chargé de l'insertion au Conseil départemental de Haute-Garonne. L'inconditionnalité elle-même est relative puisque la mesure serait limitée à des critères de ressources même si certains aimeraient « aller au-delà de la simple solidarité et permettre d'ouvrir à des jeunes, des agriculteurs en conversion, des travailleurs de la culture ou des entrepreneurs », ajoute l'élu.

Porté depuis deux ans par la Gironde, ce projet concerne 13 départements, dont la Haute-Garonne, l'Ariège, l'Aude et le Gers. Les premiers scénarios chiffrés ont été présentés le 6 juin dernier à Bordeaux dans le cadre d'une journée d'études sur le sujet. La conclusion de six mois de

« Un revenu de base visant à fusionner le RSA et la prime d'activité, voire les allocations logement »



consultation, durant laquelle plus de 15 000 personnes, dont 1500 en Haute-Garonne, ont répondu à une enquête en ligne. Les premiers éléments présentés évoquent un revenu variant de 450 à 730 euros selon les scénarios, pour une cohorte de 20 000 personnes, pendant une durée de deux ans. Le tout pour une enveloppe encore incertaine, qui pourrait aller de 4,4 à 25,7 milliards d'euros annuels financés

avec les budgets actuels des Départements. Un premier pas permettant « d'acter la mutation plus large vers une société où le plein emploi n'est plus possible », soutient Patrick Pignard. L'initiative se heurte pourtant à des difficultés de mise en place. Ainsi, François Bourguignon, professeur à Paris School of Economics considère que « fusionner les dispositifs existants constituerait déjà une énorme simplification et aurait beaucoup de sens ». Cependant, nuance-t-il, « si vous introduisez une condition de ressource, il faudra bien que les personnes les déclarent. Un nombre important de personnes risque de ne pas réclamer leurs droits », estime le spécialiste des questions de redistribution. Enfin, il faudra cet automne que les parlementaires valident l'initiative via une loi autorisant cette expérimentation. Interrogé la semaine dernière sur France Inter, le porte-parole du gouvernement Benjamin Griveaux semblait plutôt réticent : « Je ne considère pas que le minimum de base soit la bonne réponse. » De l'idée à la mise en œuvre, la route est donc encore longue, même si les promoteurs du revenu de base espèrent démarrer l'expérimentation au 1^{er} janvier 2019 dans tous les départements associés.

Grégoire Souchay ✍

ÇA BOUGE !



Un centre de SOLIDARITÉ pour les précaires

OCCUPATIONS. La Réquisition Abbé Pierre fondée par le Droit au Logement de Haute-Garonne, fait sa mue, et devient le Centre solidaire Abbé Pierre. Dans l'idée d'apporter un soutien psychologique aux personnes précaires, des activités et des services sont proposés bénévolement.

Face à la situation urgente de plusieurs familles vivant dans la rue, le Droit au logement 31 réquisitionnait, en janvier 2017, l'ancien service de dermatologie de l'hôpital de La Grave. Le bâtiment, jusqu'alors vacant, a accueilli 75 personnes et a été renommé Réquisition Abbé Pierre. Depuis, la majorité des familles ont été relogées dans des HLM et si 29 personnes occupent toujours les locaux, l'association change la fonction et le nom du bâtiment qui devient le Centre solidaire Abbé Pierre. Le lieu sert désormais d'autres desseins. « Maintenant que nous avons des salles libres, plutôt que de les mettre en

occupation, nous avons décidé de les dédier à des ateliers solidaires pour tous les précaires de Toulouse », explique Cédric Ubaldi, porte-parole du Dal 31. Selon un calendrier déterminé, des bénévoles proposent gratuitement des activités et des services : des cours de français, de l'aïkido, de la sophrologie, de la danse, des écoutes psychologiques, de l'aide administrative, des coupes de cheveux, etc. « Par ces actions, ces personnes s'occupent et se regroupent plutôt que de rester seules. Nous leur apportons du soutien et de la chaleur. Des bénévoles sont là pour les accueillir sans leur demander un centime. Tant que l'hôpital de La Grave ne porte pas plainte, ce centre de solidarité perdurera », conclut Cédric Ubaldi.

Valentin Grezet ✍

IL MÉRITE DE FAIRE LA UNE

Thomas LESAGE

Adolescent navigateur

À 14 ans, cet élève de 3^e du Lycée international de Colomiers se prépare à faire un grand voyage. En septembre, il va embarquer à bord d'un bateau-école. Son but: sensibiliser les enfants rencontrés lors des escales à la protection des océans.

✍ Maylis Jean-Préau



© Franck Alix / JT

GRAND LARGE À la rentrée scolaire, Thomas Lesage va embarquer pendant cinq mois à bord du Class Afloat, un bateau-école international sur lequel une cinquantaine d'écoliers vit et étudie. «*Nous partons d'Amsterdam avant de longer les côtes du Portugal, puis de rejoindre Dakar et enfin le Brésil*», raconte l'adolescent. Au cours de ce périple, il ira à la rencontre d'élèves dans les ports où il fera escale. «*Avec mes parents, nous avons créé une association pour encadrer le projet et j'ai préparé des documents sur les menaces pesant sur les océans*», précise-t-il.

PASSION «*Ma mère est Bretonne et chaque été, nous restons au bord de l'océan. Je fais de la voile, je pêche... Et j'ai constaté que la mer était de plus en plus sale!*», explique Thomas Lesage. Du haut de ses 14 ans, il estime qu'il doit faire quelque chose. Lors des dernières vacances de Toussaint, alors qu'il se baigne en Corse, il tombe sur une dizaine de jeunes: «*Ils vivaient sur un bateau-école, je me suis dit que ce serait mon moyen pour faire passer mon message.*»

SANS FRONTIÈRES Né dans une famille de voyageurs, Thomas Lesage a commencé très tôt à découvrir d'autres continents: Cap Vert, Afrique du Sud... «*Quand j'avais 8 ans, nous avons déménagé à Washington DC pendant trois ans. J'ai donc été à l'école américaine où l'enseignement comme les façons d'être des gens étaient très différents!*», raconte le jeune garçon bilingue.

CRAN S'il avoue avec humour avoir «*du mal à partir une semaine tout seul en colo*», Thomas Lesage est néanmoins un adolescent audacieux. Passionné par l'équitation, il n'a par exemple pas hésité à effectuer son stage de 3^e en Ariège, dans une écurie perdue dans la nature où il a «*vécu seul, dans un gîte entouré d'un troupeau de 50 chevaux!*»

ACTION En attendant le départ, l'agenda de Thomas Lesage est bien rempli: «*Avec ma mère, nous faisons le tour des mairies et continuons à chercher des partenaires pour financer mon projet.*» Il a d'ailleurs lancé un crowdfunding sur la plateforme gofundme.com. À son retour, le jeune homme partagera son expérience avec des écoliers toulousains.

TOP WEB



Marie-Pierre Vieu @mariepierreview 13/06: «Trop de "pognon" pour les aides sociales, trop de migrants, trop de cheminots, trop de dépenses de santé, trop de retraites, trop de droits... Avec @Emmanuel-Macron le «trop trop» est à droite toute, et jamais en trop d'humanité!! #Resistancesociale @PCF @humanite_fr @Regards_fr»

Georges Méric Pdt Haute-Garonne @Georges-Meric 12/06: «C'est pour renforcer l'efficacité des services publics de proximité indispensables au quotidien des Toulousains que @jlmoudenc Maire de @Toulouse et moi même avons signé un accord de partenariat. #ContratsdeTerritoires #AgirPourVous »

Nadia PELLEFIGUE @NadiaPellefigue 12/06: «Bravo @GiseleBiomouret, Députée du Gers: «On vous parle humanité, vous répondez droit maritime. On vous parle fraternité, vous répondez 'nous n'avons pas été saisis par les ONG'. Pensez-vous qu'aujourd'hui les naufragés de l'#Aquarius font du benchmarking des ports à accoster?»»

Tisséo 12/06 : «Dans le cadre du plan d'action de lutte contre le harcèlement sexiste dans les transports, Tisséo Voyageurs a initié la réalisation d'un film pédagogique pour le public scolaire, en partenariat avec

l'école régionale de la 2^{ème} chance (ER2C). Ce film est destiné aux actions socio-éducatives menées par Tisséo Voyageurs auprès des associations et des établissements scolaires.»

Carole Delga 11/06: «Depuis samedi, le Conseil régional des jeunes d'Occitanie est constitué: 158 citoyens de 15 à 29 ans, issus de nos 13 départements, à parité de filles et de garçons, sont prêts pour venir enrichir l'action régionale et préparer avec nous l'avenir de La Région Occitanie / Pyrénées-Méditerranée.»

C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS

En Marche apporterait son soutien à Jean-Luc Moudenc ? PAS SI SIMPLE

ADOUBEMENT. Christophe Castaner, délégué général de La République en Marche, a assuré que son mouvement pourrait soutenir le maire de Toulouse pour les prochaines municipales. Qu'en pensent les responsables locaux de LREM ?

Début juin, sur la chaîne Public Sénat, En Marche a une nouvelle fois fait bouger les lignes dans le paysage politique français en affirmant, par le biais de Christophe Castaner, que le mouvement pourrait apporter son soutien à des maires socialistes ou républicains en 2020. « Il y a des endroits où des maires élus avec une étiquette PS ou LR ont fait un super boulot. Ça pourra être le cas à Toulouse, comme partout, je n'exclus rien », a lancé le délégué général de LREM. Il n'en fallait pas plus, lorsque l'on connaît la proximité entre Jean-Luc Moudenc et le Premier ministre Édouard Philippe, pour que certains y voient une sorte d'adoubement du maire sortant. Tout n'est cependant pas si simple. Ainsi, le député Pierre Person, membre du bureau exécutif de LREM, a précisé certaines modalités, assurant notamment qu'« il faudrait être non étiqueté ».

Du côté de Pierre Casteras, référent En Marche en Haute-Garonne, on refuse le raccourci visant à dire que le mouvement va soutenir Jean-Luc Moudenc. Pour lui, les choses sont claires. « Il y a trois préalables. Que ces élus apportent leur soutien aux listes LREM aux échéances européennes. Qu'ils proposent un projet dans lequel les marcheurs se reconnaissent. Et qu'ils adhèrent à la charte des valeurs de la République en Marche. Dans ce cas, pourquoi ne pas travailler avec les élus issus de PS ou de LR ? Mais c'est à eux de se positionner », affirme-t-il. La décision serait donc entre les mains du maire sortant de Toulouse, élu en 2014 sur une liste qui réunissait déjà des sensibilités diverses. Certains de ses colistiers ont d'ailleurs depuis rejoint LREM.

Une position qui renforce Jean-Luc Moudenc aux yeux de Laurence Arribagé, adjointe au maire et présidente



des Républicains en Haute-Garonne. « C'est lui qui est maître du jeu. Il a été élu en étant LR et a vocation à le rester. Je ne vois pas l'intérêt qu'aurait LREM à vouloir imposer sa loi car cela conduirait à l'échec. Dans une terre de gauche comme la nôtre, avoir une liste LR d'un côté et une LREM de l'autre mènerait à la défaite des deux », assure-t-elle.

D'autant que Pierre Casteras explique : « Dans quelques mois, la question sera de savoir si nous sommes présents dans toutes les communes de Toulouse Métropole en tant que tête de liste ou si, au cas par cas, nous participerons à un projet municipal avec un maire PS, comme à Colomiers, ou un maire LR, comme à Toulouse. » Un grand écart qui ne faciliterait pas la création d'une majorité au sein de Toulouse Métropole mais qui permet à LREM d'occuper l'espace en vue des municipales.

Paul Périé ✍



TOUR OCCITANIE, début d'un feuilleton judiciaire ?

Alors que le permis de construire de la Tour Occitanie devrait être déposé avant la fin du mois, trois associations opposées au projet (Non au gratte-ciel de Toulouse, Droit au Logement 31 et les Amis de la Terre), étaient réunies ce mardi pour annoncer le lancement d'un recours gracieux. Ils demandent à Jean-Luc Moudenc de retirer la délibération du 12 avril exonérant le promoteur, la Compagnie de Phalsbourg, de ses obligations en matière de logements sociaux. Ces dernières menacent de mener une procédure juridique commune devant le tribunal compétent.

POLITIC' PORTRAIT

Joël AVIRAGNET

Le rescapé



Dernier député socialiste en Occitanie, Joël Aviragnet laboure autant ses terres commingeoises que les couloirs de l'Assemblée. Persuadé et fier d'être utile.

Il revient de loin. Après l'invalidation d'une première élection en juin 2017, le socialiste Joël Aviragnet a été réélu en mars député du Comminges et du Savès, avec plus de 70% des suffrages : « Ce score est ma plus grande fierté politique, car on m'avait traité de fraudeur, de beaucoup de choses qui m'avaient atteintes... » Membre du groupe Nouvelle Gauche à l'Assemblée nationale, il apprend à travailler dans l'opposition, après avoir suppléé à Carole Delga durant la législature précédente, quand elle fut nommée secrétaire d'État au Commerce, à l'artisanat et à l'économie solidaire. Son crédo, c'est le terrain : « Je n'ai jamais tenu de permanence derrière un bureau ! Si vous n'allez pas voir les gens, vous ne pouvez pas savoir ce dont ils ont besoin. » Des bergers luchonnais aux céréaliers rieumoises, l'homme laboure donc inlassablement ses terres, qui s'étendent sur 183 communes. Il s'oppose bien sûr à la réduction de 30% du nombre de parlementaires voulue par Emmanuel Macron, car « les circonscriptions s'agrandiront mécaniquement et cela deviendra ingérable ».

D'autant que Paris l'accapare. N'allez pas lui faire remarquer qu'on ne l'a pas vu dans l'hémicycle lorsqu'ont été repoussés les amendements interdisant l'usage du glyphosate d'ici à 2021, car il vous répondra qu'il siégeait au même moment à la commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Projet d'exonération des heures supplémentaires ou d'adaptation de la société au vieillissement, ses tâches y sont aussi variées que prenantes : « Je n'ai plus de vie à moi et je ne dors pas beaucoup ! Mais je ne me plains pas, c'est passionnant », confie le sexagénaire, qui ne s'accorde que trois jours de repos par mois.

Il est parallèlement maire depuis dix ans de Encausses-Thermes, le village de 700 âmes où il a grandi, au sein d'une famille très modeste : « Je viens du monde ouvrier, mais mon père me disait que mon avenir n'était pas à l'usine. » Il ne croyait pas si bien dire. Éducateur spécialisé puis directeur d'établissement pour les jeunes en difficulté jusqu'en 2014, Joël Aviragnet passe manifestement le plus clair de son temps à s'occuper des autres : « Vous vous rendez compte de la chance que j'ai ! »

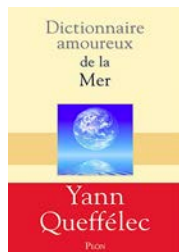
Philippe Salvador ✍



Jeux CONCOURS

Gagnez l'un
de ces cadeaux
en envoyant
un mail à : redaction@lejournaltoulousain.fr
Mettre en objet :
Jeux concours

*Dans la limite des stocks
disponibles



LIVRE

"Dictionnaire amoureux de la mer"

Ce livre dit la mer, il dit l'aimer, l'avoir toujours aimée: il ne dit pas toute la mer, vaine ambition d'un fou. Ce livre dit le vieil homme et la mer, la femme et la mer, une lutte contre soi, contre ses rêves, une quête à la vie à la mort de l'horizon ni près ni loin, une osmose avec les éléments dont l'être humain fait partie. Ce livre dit la mer et les marins, les écrivains, les travailleurs du grand métier, les artistes charmés, charmeurs, les damnés du poisson. Il dialogue avec l'univers par-dessus les jours et les flots.



LIVRE

"Réveille-toi!"

Basile Caplain est un gref-fé du coeur qui vit reclus, sans travail ni perspective. Sa seule obsession: dormir le moins possible, car ses nuits sont peuplées de cauchemars. Son unique ami, Ali, le gérant d'une station-service, est passionné par les faits divers. Un soir, ce dernier lui parle du meurtre barbare d'une jeune femme. Or, ce crime atroce, c'est exactement le rêve que Basile a fait deux jours plus tôt...

SORTIR

Une vitrine pour LE STREET-ART TOULOUSAIN



FRESQUE. Du 15 juin au 15 juillet, 31 œuvres éphémères de street-art, réalisées par dix artistes toulousains, seront visibles dans tout le centre-ville dans le cadre du festival #31 Street. Collages, customisation de mobilier et décoration de vitrines, tout un parcours piétonnier a été pensé pour inviter les Toulousains, comme les touristes, à porter un nouveau regard sur la Ville rose.

Au milieu du boulevard de Strasbourg, Cédric Lascours alias Reso, l'un des pionniers du graff toulousain, s'attaque à un banc en béton avec ses bombes de peinture aérosol. Concentré et précis, il entremêle les lignes et mélange les couleurs pour créer un motif à la calligraphie complexe, dans le plus pur "wild style". Malgré les apparences, il ne risque pas de poursuites pour dégradation de bien public. L'œuvre qu'il est en train de réaliser, peinte sur un film plastique protecteur, est éphémère et fait partie de l'événement #31 Street, organisé en partenariat avec la Chambre de commerce et de l'industrie de Toulouse et la Fédération des commerçants, artisans et professionnels du centre-ville. «Cet événement s'inscrit dans le cadre d'un projet global de quatre saisons commerciales et culturelles à Toulouse. Le but est autant de valoriser le patrimoine toulousain que de favoriser le tourisme en centre-ville, pour que cela profite aux commerçants. Nous avons l'ambition de

faire de la ville un musée à ciel ouvert et d'imposer Toulouse comme une référence nationale du street-art», annonce Michel Lacroix, président de la commission du développement du tourisme et du commerce à la CCI.

Dans les allées du marché des Carmes, sur les palissades des chantiers du métro ou au centre des congrès Pierre-Baudis, ce sont 31 œuvres qui seront réalisées par dix artistes 100% toulousains, avant d'être retirées un mois plus tard. «Pour cette édition, nous avons pris soin de proposer des styles et des techniques différents. Le but était de montrer

des choses que l'on n'a pas l'habitude de voir, par exemple en customisant du mobilier urbain. Toulouse est une belle ville avec de belles rues. Mais quelques surprises de temps en temps, ça ne fait pas de mal», relève Reso, également directeur artistique de l'événement. Les passants pourront, au grès de leurs promenades ou en suivant un plan balisé et disponible chez les commerçants, observer des propositions plus originales et colorées les unes que les autres.

« Nous avons l'ambition de faire de la ville un musée à ciel ouvert »

« J'ai tout de suite été séduite par l'idée d'investir la ville », reconnaît Simone, Caroline Suarez de son vrai nom, graphiste et illustratrice qui posera ses énormes stickers aux abords de la place Wilson. «C'est la première fois que je travaille sur d'aussi grands formats. Au début, j'étais impressionnée, mais j'ai découvert une très grande liberté. J'ai repris le principe du blaze, la signature des graffeurs, que j'ai adapté à mon univers, très onirique, gai et plein de couleurs. Je trouve les commerçants très courageux d'avoir joué sincèrement le jeu de la carte blanche.» Cette dimension monumentale est une ambition assumée par l'insatiable directeur artistique. «Pourquoi ne pas habiller complètement la rue d'Alsace-Lorraine lors d'une prochaine édition? À Toulouse, on a les compétences et les artistes pour!», songe déjà Reso. Vu l'engouement suscité par l'événement, il n'est pas impossible que quelques surprises viennent s'ajouter au programme.

Nicolas Belaubre ✍



QUATRE saisons culturelles

En programmant quatre saisons culturelles et touristiques, la CCI de Toulouse souhaite faire de la Ville rose une destination phare européenne. Après un été dédié aux arts urbains, l'automne mettra la gastronomie et les braderies à l'honneur, puis les fêtes de fin d'année cet hiver et, enfin, la musique classique et les couleurs au printemps.

